



Extrait du ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE

<http://pouruneconstituante.fr/spip.php?article792>

Le Monde comme il va

- Tribunes -



Date de mise en ligne : samedi 7 décembre 2013

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits

réservés

Le Monde comme il va

« Vers une civilisation du loisir » disait Joffre Dumazedier en 1962 et il a publié, avec la collaboration de ses étudiants, un livre portant ce titre. C'était, pensait-il, prémonitoire : de moins en moins de travail, de plus en plus de loisir. On trouve quelque chose de ce constat dans les conclusions de la fameuse réunion des grands décideurs du monde à la fondation Gorbatchev de San Francisco en 1995 : ils ont en effet constaté l'arrivée de la dénommée Société 20:80, celle dans laquelle le travail de 20 % de la population mondiale sera suffisant pour soutenir la totalité de l'appareil économique de la planète. 80 % de la population restante ainsi s'avérera superflu, ne disposera pas de travail ni d'occasions d'aucun type et nourrira une frustration croissante. 80 % de la population au chômage ! Tout un programme !

La conclusion de Joffre Dumazedier, bien sûr, était totalement différente. Il y voyait surtout l'occasion d'un développement extrêmement important du loisir, avec naturellement partage du travail et non accaparement de celui-ci par le petit nombre. Je me souviens qu'il m'avait dit un jour : « Toi et moi, nous sommes des privilégiés parce que nous faisons un travail qui nous plaît. Mais une très grosse partie de la population ne voit dans le travail que le moyen de gagner sa vie. C'est pour eux surtout une contrainte. »

Et de réfléchir sur les moyens de donner au loisir toute son ampleur. Ainsi parlait-il des trois D : Le délassément qui délivre de la fatigue, le divertissement qui délivre surtout de l'ennui et répond à un besoin de rupture avec l'univers quotidien, enfin le développement de la personnalité et son épanouissement dans un style de vie personnel et social. Un tout autre programme !

Il est vrai que nous étions pendant les trente glorieuses. Entre autres, les grandes grèves de 1936 avaient permis les conventions collectives, la semaine de 40 heures et les 15 jours de congés payés. Et puis le Conseil National de la Résistance, dans lequel le patronat trop compromis avec l'adversaire vaincu n'avait eu que peu d'influence, avait décidé la nationalisation de l'électricité, du gaz et des grandes compagnies d'assurances et surtout la généralisation de la Sécurité sociale et de la retraite des vieux. On peut dire qu'il s'agissait de véritables victoires pour la vie en commun.

La situation a bien changé. La contre-attaque des puissants est foudroyante, avec la complicité des politiques au pouvoir qu'ils soient de droite ou soi-disant de gauche. Les armes utilisées sont une mondialisation qu'on prétend ne pas pouvoir maîtriser, une concurrence que l'on revendique comme une loi naturelle, une dette due essentiellement aux niches fiscales qui profitent doublement aux financiers, d'abord par le fait qu'ils paient moins d'impôts et ensuite par les intérêts qu'ils exigent pour les prêts qu'ils font. Et tout cela est mis en musique par une Europe ultralibérale que précisément les Français avaient clairement refusée.

Même des mesures qui auraient pu aller dans le bon sens ont été détournées, ainsi la réduction du temps de travail est devenue créatrice de stress dans les entreprises, stress qui va souvent jusqu'au suicide. Le Conseil économique, social et environnemental estime, par exemple, qu'il y a entre 300 et 400 suicides liés au travail chaque année. Je me souviens de cette réflexion d'un céréalier de la Beauce, qui n'était pourtant pas dans la misère : « aujourd'hui on court toujours, on court pour les semences, on court pour les traitements, on court pour la moisson, on court même pour les vacances, courir pour prendre l'avion, courir pour revenir, on court, on court. »

Toujours courir parce qu'on a remplacé le service par la course au profit : il ne s'agit plus de répondre aux besoins des uns et des autres, mais d'accumuler. Et les services publics eux-mêmes sont touchés par cette dérive. Les usagers sont devenus des clients qu'il faut faire payer. Plus de service partout et toujours et à tous, mais recherche continue de la marchandise et de l'acheteur qui rapporteront le plus. On dit que c'est une nécessité parce que

l'argent manque. Et allons donc, il ne manque pas à tout le monde et c'est bien là que le bât blesse.

Car les hauts salaires s'envolent (Carlos Ghosn, PDG de Renault-Nissan, gagne 9 240 809 euros annuels, soit 572 fois le smic et en 2012 Maurice Lévy, s'est vu octroyer une « rémunération conditionnelle différée » de 16 millions d'euros s'ajoutant aux 2,7 millions de salaire annuel). Il est vrai qu'il y a gros patrons et petits patrons. Si pour une entreprise de plus de 250 salariés, le salaire moyen du patron est de 17475 euros mensuels, pour celles de 50 salariés il est de 10942 et pour celles de 20 à 49 salariés il est de 6733. Soyons clair ils ne jouent pas dans la même cour de récréation.

D'autant plus que lorsqu'il s'agit de sous-traitant, - et il s'agit de la moitié des PME - la situation est gravissime et il peut y avoir jusqu'à sept niveaux de sous-traitance. Jean-Claude Volot, chef d'une grosse entreprise lui-même et médiateur national des relations inter-entreprises a enquêté sur les relations entre sous-traitant et donneur d'ordre. Il a constaté 36 dysfonctionnements courants dans ces relations, mais il ajoute « bien souvent la PME, et à juste titre, craint des représailles de la part de son client » si elle porte plainte.

Le pouvoir est nettement entre les mains des très grosses entreprises. Et en plus elles paient beaucoup moins d'impôt que les autres : Alors que le taux de l'IS [impôt sur les sociétés] est théoriquement de 33,3% dans l'hexagone, il tombe à 22% pour les entreprises de moins de 500 salariés. A 13% pour celles de plus de 2000 salariés. Et seulement 8% pour celles du CAC 40 ». « A cela il faut ajouter, les mécanismes d'optimisation fiscale ; si bien qu'un quart des entreprises du CAC 40 (Total, Essilor, Danone, Saint-Gobain, Schneider Electric...) n'ont pas payé le moindre impôt en France en 2009 ».

Pendant ce temps les bas salaires stagnent ou même diminuent. En Allemagne 7,5 millions de salariés ne gagnent que 400 euros par mois. La précarité augmente, les contrats à durée déterminée se multiplient. Les Britanniques ont même inventé le contrat zéro heure qui permet aux entreprises de recruter des salariés pour le nombre d'heures dont elles ont besoin, sans autres obligations.

L'esclavage n'est pas loin.

Quand le mouvement social reprendra-t-il du poil de la bête ?

Fernand COMTE